



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 29 MARS 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DU RÉAMÉNAGEMENT FINAL  
DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DÉCHETS NON DANGEREUX

SITA CENTRE OUEST

**ICPE n° 100.00442**

COMMUNE DE PRUDEMACHE

## 1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : SITA CENTRE OUEST  
Forme juridique et capital : SA au capital de 3 179 187 €  
Siège social : 6, rue Gaspard Monge – ZA de Conneuil, 37270 Montlouis-sur-Loire  
Responsable : ERTUS Ronan, directeur des activités de stockage sur la région Grand Ouest  
SIRET : 343 004 511 3811Z

## 2. Renseignements sur l'établissement

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Prudemanche, située au lieu-dit « Le Pérou » et dénommée "Prudemanche1" a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4847 du 14 décembre 1992 pour une activité de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité d'enfouissement de 800 000 tonnes de déchets) au profit de la société STANEXEL. Le site comporte 24 alvéoles.

Ce site a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires et changements d'exploitants en date des 03 juin 1994, 03 mars 1995, 05 novembre 1998, 22 septembre 1999, 07 mars 2003 et 18 août 2003. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 2003, abrogeant les arrêtés précédents :

- autorise la société SITA CENTRE OUEST à exploiter, pour 10 ans, les activités de stockage de déchets non dangereux (50 000 t/an) et une plate-forme de compostage de déchets verts ;
- prescrit les dispositions de remise en état du site et de suivi post-exploitation.

La réception des premiers déchets a commencé au début de l'année 1995 et a cessé le 31 décembre 1999 pour les ordures ménagères et le 1<sup>er</sup> décembre 2004 pour les déchets verts.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2008 modifie les conditions d'exploitation notamment pour la zone initiale et autorise l'extension du centre de stockage de déchets non dangereux sur un terrain contigu au lieu dit « la Mare Franc-Jeu ». Les mesures de remise en état prévues pour la zone de stockage initiale, autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 août 2003, sont modifiées par les mesures de remise en état décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'extension – version avril 2008. Le suivi post-exploitation d'une durée de 30 ans a débuté avec l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008, complété par l'arrêté complémentaire du 19 septembre 2013.

Le 3 mai 2012, un arrêté préfectoral complémentaire modifie les prescriptions applicables pour le suivi post-exploitation suite à la mise en place d'un projet pilote d'aérostabilisation des déchets.

Cette ISDND a fait l'objet d'une extension autorisée et dénommée "Prudemanche 2" (n°S3IC : 100.09032) mise en sommeil depuis février 2015 selon les souhaits de l'exploitant. Cette mise en sommeil est notamment due à la forte diminution des apports en déchets non dangereux.

## 3. Objet de la demande

Par courrier reçu le 14 décembre 2015, la SA SITA CENTRE OUEST, représentée par M. ERTUS, a sollicité la modification du réaménagement final de l'installation de stockage de déchets non dangereux en proposant la mise en place d'un projet alternatif.

Cette demande fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2015 de respecter le réaménagement prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Le réaménagement prévu initialement du site "Prudemanche 1" ne peut pas être réalisé sur les alvéoles 7 et de 9 à 14 du fait de la mise en sommeil de l'extension "Prudemanche 2". Les besoins en terres nécessaires pour effectuer le réaménagement du site historique étaient satisfaits par l'évacuation des terres déblayées sur le site de l'extension en activité. Ces apports ont cessé avec la mise en sommeil. Un reprofilage est proposé par l'exploitant à une cote finale maximale de 187 m NGF, au lieu de 189 m NGF prévu dans l'arrêté du 23 décembre 2008 (pour mémoire : la hauteur prévue initialement dans l'arrêté du 18 août 2003 était de 183 m NGF). Cette hauteur reste supérieure à l'épaisseur prescrite dans l'arrêté ministériel.

La couverture finale présente une pente minimale de 5 %, identique à celle prévue dans l'arrêté du 18 août 2003, permettant de diriger l'ensemble des eaux de ruissellement vers le fossé latéral de collecte.

Ce projet de réaménagement alternatif nécessite environ 40 000 m<sup>3</sup> de terre végétale, 38 500 m<sup>3</sup> proviennent de déblais (terres excavées puis réutilisées) de "Prudemanche1" et 1 500 m<sup>3</sup> proviennent de stocks présents sur "Prudemanche2". Une comparaison topographique des profils est annexée au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Pour l'alvéole 7 (stockage de déchets de catégorie D - déchets fortement évolutifs), la couverture doit présenter, du bas vers le haut, les caractéristiques suivantes :

- une couche drainante où se situe le réseau de drainage et de captage des gaz,
- un écran semi-perméable réalisé par des matériaux naturels argileux sur une épaisseur minimale d'un mètre,
- une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques,
- un niveau suffisant de terre permettant la plantation d'une végétation.

Pour les alvéoles 9 à 14 (stockage de déchets de catégorie E - déchets peu évolutifs), la couverture doit présenter, du bas vers le haut, les caractéristiques suivantes :

- un écran imperméable composé d'une couche de matériaux sur une épaisseur minimale d'un mètre et de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s,
- une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques,
- un niveau suffisant de terre permettant la plantation d'une végétation,
- l'intégration à la géomembrane d'une protection contre le poinçonnement.

Pendant la phase de travaux de reprofilage, les puits de captage du biogaz sont démontés puis remontés et reconnectés progressivement au système de collecte du biogaz. Un nouveau plan de gestion du biogaz est proposé par l'exploitant afin de maintenir en dépression la majeure partie des zones non concernées par le réaménagement et de gérer plus facilement les condensats.

Ce reprofilage permet, selon l'exploitant, les avantages suivants :

- harmonisation du profil du site avec une intégration dans son environnement ;
- limitation des infiltrations des eaux météoriques ;
- diminution des hauteurs d'eau des lixiviats.

#### **4. Analyse de l'inspection des installations classées**

La demande est faite en application de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement. Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles.

Au regard du contexte économique, l'exploitant souhaite modifier le profil de réaménagement final du site historique du fait de l'absence de matériaux excavés sur le site de l'extension depuis février 2015.

Au vu des dispositions prévues par l'exploitant pour ce nouveau profil (absence de modification des couvertures des casiers et des alvéoles, harmonisation du profil permettant une meilleure intégration dans l'environnement, limitation des infiltrations d'eau), l'Inspection des installations classées n'a pas d'objection à émettre à cette modification qui conduira à une meilleure insertion du site et à une diminution des hauteurs d'eau des lixiviats dans le fond des alvéoles concernées.

## **5. Conclusion – Proposition**

L'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2008 ainsi que l'annexe dénommée « Profil général du réaménagement » de l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres du CODERST de réserver une suite favorable à la demande de la SA SITA CENTRE OUEST, conformément au projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.